

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance  
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre  
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée  
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

## Journal de Palestine

N° 598 du 05.12 au 11.12.2011

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Sommaire

Vidéo à part

1 Destruction de la Palestine

2 C'était hier à Jérusalem Est

3 je vous couvrirai d'une honte éternelle

4 ARRESTATION DE FEMMES "PALESTINIENNES

Tiré a part

Mikaela Levin : Un organisme des Nations-Unies (ré)affirme le droit de la Palestine à l'autodétermination.

"Israël" détient 300 ogives nucléaires !!!

L'islande, premier pays d'Europe occidentale à reconnaître l'Etat de Palestine.

Rapport : Les voies de Jérusalem-Est, la situation à laquelle sont confrontés les enfants palestiniens.

1 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

Des dizaines de Palestiniens blessés dans l'attaque des militaires israéliens.

2 Politique

2-1 Palestinienne

Le président Abbas et le dirigeant du Hamas Khaled Mechaal au Caire pour sceller la réconciliation.

Gaza

2-2 IRIB : Ismaïl Haniyeh : il faut ignorer les exigences américaines.

Prison:

2-3 Gilad Chalit témoigne : "J'ai été l'hôte du Hamas et non son captif !".

2-2 Politique Israélienne

1 Alerte rouge en Israël.

2 Netanyahu

Réconciliation palestinienne: la menace financière d'Israël.

Sur le terrain.

Hassan Moali : Israël défie le monde : Netanyahu lance un programme de 2000 logements.

c) Usa (le parrain)

1 Les grandes manœuvres

Les Etats Unis menacent Abbas

2 Politique colonialiste israélienne.(vue des USA)

Des élus américains libèrent des aides aux Palestiniens.

Les Etats-Unis suspendent leurs versements à l'Unesco après l'adhésion de la Palestine.

3 Politique Internationale

Organisations Mondiales & régionales

1 Otan

---

---

05 -12 au 11-12 - Peuple Palestinien : 9 tués - plus de 21 blessés

---

---

Vidéo à part

Destruction de la Palestine.(vidéo)

C'était hier entre Jérusalem et Qalandia.

[http://www.youtube.com/watch?feature=player\\_embedded&v=1MLDEQ00-IA](http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=1MLDEQ00-IA)

Vidéo : C'était hier à Jérusalem Est (Vidéo)

VOUS NE POURREZ PAS DIRE "NOUS NE SAVIONS PAS

<http://www.europalestine.com:80/spip.php?article6669>

vidéo : je vous couvrirai d'une honte éternelle  
de Yeshayahou Leibowitz

< <http://www.youtube.com/watch?v=fjDrRrv27LA> >

vidéo : ARRESTATION DE FEMMES "PALESTINIENNES

Palestinians girls arrested during home demolitions in Umm Fagarah, South Hebron Hills

[http://www.youtube.com/watch?v=ILiVe1WPafA&feature=player\\_embedded](http://www.youtube.com/watch?v=ILiVe1WPafA&feature=player_embedded)

---

---

Tiré a part

Mikaela Levin : Un organisme des Nations-Unies (ré)affirme le droit de la Palestine à l'autodétermination.

La Palestine a remporté une nouvelle victoire, juste un mois après avoir été acceptée comme membre à part entière à l'UNESCO.

Le mercredi 23 novembre, la Commission des Affaires humanitaires, sociales et culturelles de l'Assemblée générale des Nations-Unies, par 166 voix pour, a voté (une fois de plus - ndt) pour le droit des Palestiniens à l'autodétermination. Avec cette résolution, présentée par la délégation égyptienne, c'est la réaffirmation qu'une majorité dans le monde soutient la création d'un État palestinien indépendant.

Une fois encore, les seuls pays à avoir refusé leurs droits aux Palestiniens, tels que définis dans la Charte des Nations-Unies de 1945, sont les États-Unis, Israël, le Canada (qui s'était abstenu en 2006 sur la même question), les Îles Marshall et la Micronésie. Quatre pays se sont abstenus : le Venezuela, Haïti, le Togo et le Cameroun.

« L'Assemblée prie instamment tous les États, les institutions spécialisées et les organismes des Nations Unies de continuer à apporter soutien et aide au peuple palestinien en vue de la réalisation rapide de son droit à l'autodétermination » stipule la résolution.

Le texte de la Commission insiste aussi sur la nécessité de reprendre le processus de paix, basé sur une solution à deux États qui préserve « l'unité territoriale, la contiguïté et l'intégrité de tous les territoires palestiniens occupés, y compris Jérusalem-Est », selon l'agence palestinienne Maan.

Bien que la résolution réaffirme que le soutien à la cause nationale palestinienne est majoritaire aux Nations-Unies, elle n'en aura pas moins aucun effet concret sur la candidature de l'OLP à une adhésion pleine et entière. Sous les auspices de l'Assemblée générale des Nations-Unies, la Commission des Affaires sociales, humanitaires et culturelles aborde les questions des droits de l'homme, sociales et culturelles, permettant un débat approfondi et global sur ces sujets.

Actuellement, l'OLP participe aux Nations-Unies en tant qu'observateur permanent et non en tant que membre. Après la paralysie du Conseil de Sécurité - où les Palestiniens n'ont pu obtenir les neuf voix nécessaires pour s'assurer le statut de membre, et n'auraient pu de toute façon éviter le veto des USA -, le président Mahmoud Abbas a encore deux cartes à jouer. L'une est d'aller devant l'Assemblée générale et de demander d'être accepté comme membre mais pas en tant qu'État. En termes pratiques, cela signifierait une revalorisation significative.

La seconde est de continuer sur le chemin des adhésions pleines et entières dans les organismes des Nations-Unies. Comme à l'UNESCO, la direction palestinienne peut essayer de se faire accepter comme adhérent à part entière dans chacun des organismes autonomes, comme l'UNICEF, l'AIEA pour le nucléaire, l'Organisation mondiale de la Santé, et la Cour pénale internationale, parmi d'autres. Si la Palestine est reconnue comme membre dans tous les organismes des Nations-Unies, elle pourra mettre la pression sur les Nations-Unies pour être acceptée comme État membre. Et cela mettrait certainement en lumière le fait que le soutien inconditionnel des États-Unis à Israël reste l'un des plus gros obstacles pour l'État palestinien.

Mais ce chemin des organismes des Nations-Unies est long et ardu, car il ne suffit pas simplement d'être accepté par l'organisme : la direction palestinienne aura à utiliser chaque adhésion avec efficacité. L'UNESCO en donne un bon exemple. La Palestine a été acceptée comme membre à part entière, mais en raison d'une bureaucratie interne, les Palestiniens ne pourront pas demander à recevoir le statut de Patrimoine mondial pour aucun de ses sites historiques avant... 2013. En plus de cela, d'après les règlements de l'UNESCO, chaque membre ne peut présenter qu'une candidature par an.

En dépit de tous ces défis, l'Autorité palestinienne poursuit sa quête de résolutions, de soutiens, et d'affirmations diplomatiques de son combat national.

Mikaela Levin - AIC

24 novembre 2011 - Alternative Information Center - traduction : JPP - mardi 29 novembre 2011 -

---

"Israël" détient 300 ogives nucléaires !!!

Un des candidats à l'élection présidentielle américaine a fait part de l'existence de 300 ogives nucléaires, dans les territoires occupés de la Palestine.

Selon un rapport, mis aujourd'hui, mercredi, sur le site informatif "Felestin Ala'n", Ran Paul a fait savoir que le régime sioniste possède 300 ogives nucléaires. "Si Israël a l'intention d'attaquer l'Iran, il pourra utiliser ses ogives nucléaires et il n'aura pas besoin de l'aide américaine" a-t-il ajouté. "D'ailleurs, c'est parce qu'il est doté de ces ogives nucléaires, qu'Israël doit réfléchir aux conséquences d'une attaque militaire contre l'Iran, et les Etats-Unis ne doivent pas collaborer avec lui, dans cette attaque", a indiqué ce probable candidat à l'élection présidentielle américaine.

<http://french.irib.ir/info/...>

---

L'Islande, premier pays d'Europe occidentale à reconnaître l'Etat de Palestine.

Je sais, je sais que l'Islande est un petit pays.

Mais c'est quand même un pays européen, d'Europe occidentale et membre de l'OTAN depuis la fondation de cette alliance, rappelons-le au passage.

Eh bien la république d'Islande vient de reconnaître officiellement l'Etat de Palestine suite à l'adoption d'une motion parlementaire en ce sens.

En fait, l'Islande est le premier pays d'Europe occidentale à avoir fait une telle démarche. L'Islande est donc un grand pays par son courage...

Et comment puis-je savoir cette information en français?

Le seul média grand public à en parler en français est le journal Métro... Canada puisque aucun organe d'information hexagonal n'en a apparemment eu vent.

01/12/2011

<http://mounadil.wordpress.com/>

---

Rapport : Les voies de Jérusalem-Est, la situation à laquelle sont confrontés les enfants palestiniens. Territoires palestiniens sous occupation : plus d'un enfant sur 4 vit dans la pauvreté.

Plus d'un quart des enfants en Cisjordanie et dans la bande de Gaza vivent dans la pauvreté, a indiqué l'agence officielle des statistiques dans un rapport qui a marqué ce dimanche la Journée universelle des enfants.

### Enfants palestiniens de Cisjordanie

Selon les données recueillies par le PCBS en 2010, 26,9% des enfants vivent dans la pauvreté et la proportion est significativement plus élevée dans la bande de Gaza où elle monte à 38,4% tandis que dans la Cisjordanie, elle se situe à 19%.

Le rapport constate également que près de la moitié de la population palestinienne en 2011 est âgée de moins de 18 ans.

Les deux millions d'enfants représentent près de 48,2% de tous les Palestiniens vivant en Cisjordanie et à Gaza, dit le rapport.

Environ 65000 enfants âgés entre 5 et 14 ans travaillent - rémunérés ou non - ce qui représente 6% de ce groupe d'âge, selon le rapport.

Les garçons sont plus susceptibles de travailler, tandis que les filles sont plus susceptibles d'être mariées, dit le rapport, notant que 1,6% des femmes et 0,2% des hommes sont mariés entre les âges de 12 et 17 ans.

Près de la moitié des enfants palestiniens sont issus - à 45% - de familles de réfugiés, et plus des deux tiers dans la Bande de Gaza - soit 68,8% des enfants - sont nés dans des familles de réfugiés.

La « Journée universelle des enfants » a été instituée par les Nations Unies en 1954 pour mettre en exergue la recherche du bien-être des enfants.

20 novembre 2011 –

Ma'an News Agency - Vous pouvez consulter cet article à :

<http://www.maannews.net/eng/ViewDet...>

Traduction : Info-Palestine.net

-----  
-----

## 1 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

### a) Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967

#### Résistance

Des dizaines de Palestiniens blessés dans l'attaque des militaires israéliens.

Des dizaines de manifestants palestiniens ont été blessés en Cisjordanie, lors de l'attaque des militaires sionistes. Vendredi, les militaires du régime israélien ont attaqué différentes régions dont Baleeyn, Naleeyn près de Ramallah, tirant de balles et de gaz lacrymogènes sur des dizaines de manifestants palestiniens, qui scandaient des slogans anti-sionistes et qui exigeaient l'arrêt des travaux de construction du mur de séparation et de la colonisation.

26/11/2011

IRIB

---

Gaza-Israël: le bilan s'alourdit.

Neuf combattants du groupe palestinien Jihad islamique ont été tués samedi au cours de raids aériens israéliens sur la bande de Gaza tandis qu'un Israélien décédait de ses blessures à la suite de tirs de roquettes contre le sud d'Israël.

Ces affrontements sont les plus sanglants depuis l'instauration d'une trêve tacite entre les organisations paramilitaires de Gaza et Israël le 26 août dernier.

Tôt ce dimanche matin, les factions palestiniennes de Gaza se sont engagées à rétablir le cessez-le feu avec Israël, à la suite de l'intervention des services de renseignement égyptiens, selon des sources proches du Hamas et du Jihad islamique. "Les efforts et les contacts intensifs menés par des responsables du renseignement égyptien ont conduit à un consensus national afin de restaurer l'accalmie" avec Israël, a déclaré un chef de faction palestinienne, sous couvert de l'anonymat. L'information a été confirmée de source égyptienne. Le Jihad islamique a indiqué respecter la trêve tant qu'Israël respecterait également le cessez-le-feu.

Lors d'un premier raid aérien israélien samedi après-midi, cinq Palestiniens faisant partie des Brigades al-Qods, la branche militaire du Jihad islamique, dont un commandant local, ont trouvé la mort dans un camp d'entraînement près de Rafah. Dans la soirée, deux autres Palestiniens ont été fauchés à Rafah. Les cadavres de deux autres militants des brigades al-Qods ont été retrouvés dans l'ouest de l'enclave palestinienne en fin de soirée, a déclaré Adham Abou Selmiya, porte-parole des services d'urgences à Gaza. Les raids israéliens se sont poursuivis dans la nuit de samedi à dimanche.

30 -10

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/10/30/97001-20111030FILWWW00010-gaza-le-bilan-du-raid-s-alourdit.php>

---

2-1 Politique Palestinienne  
MM Abbas

1 Le président Abbas et le dirigeant du Hamas Khaled Mechaal au Caire pour sceller la réconciliation.

Le président Mahmoud Abbas et le chef du Hamas Khaled Mechaal tentaient jeudi au Caire de finaliser la réconciliation difficile palestinienne, en panne depuis plus de six mois. | Abbas Momani

Le président Mahmoud Abbas et le chef du Hamas Khaled Mechaal tentaient jeudi au Caire de finaliser la réconciliation difficile palestinienne, en panne depuis plus de six mois.

Les deux dirigeants se sont retrouvés vers 11H00 (09H00 GMT) pour un entretien en tête à tête, qui a été élargi près de deux heures plus tard aux délégations du parti Fatah de M. Abbas et du mouvement islamiste Hamas, a constaté un journaliste de l'AFP.

"Le président et M. Mechaal examinent les termes de l'accord de réconciliation et comment les appliquer, avant une reprise prochaine des réunions entre les délégations des deux mouvements pour

s'entendre sur les détails", a indiqué à l'AFP Azzam al-Ahmad, responsable du dossier de la réconciliation au Fatah.

"Ensuite, tous les mouvements qui ont signé l'accord de réconciliation en mai seront invités pour y apporter la dernière touche et commencer à l'appliquer sur le terrain, et avancer vers la fin de la division et la tenue d'élections présidentielle, législatives et au Conseil national", a-t-il ajouté.

La réunion porte également sur "la question de la trêve en Cisjordanie et à Gaza avec Israël, et la question de la résistance populaire, son organisation et son encadrement", a souligné le responsable du Fatah, alors que des informations font état d'un accord du Hamas pour passer de la lutte armée à la "résistance pacifique".

Une personnalité palestinienne indépendante a récemment affirmé à l'AFP que le Hamas était ainsi prêt à une "résistance populaire pacifique".

Cette ouverture de M. Mechaal a été transmise à M. Abbas et a favorisé la tenue de leur rencontre, a expliqué sous couvert de l'anonymat cette personnalité qui a rencontré les dirigeants du Hamas.

Il s'agit de la première rencontre entre les deux hommes depuis la signature en mai au Caire par l'ensemble des mouvements palestiniens d'un accord surprise conclu le 27 avril entre le Fatah et le Hamas, qui contrôlent respectivement les zones autonomes de Cisjordanie, et la bande de Gaza.

Cet accord, resté pour l'essentiel inappliqué, prévoit la formation d'un gouvernement d'indépendants chargé d'organiser des élections en mai 2012 au plus tard.

"Nous voulons que cette rencontre ouvre une nouvelle page et un nouvel espoir pour le peuple palestinien", a affirmé mercredi soir à l'AFP Moussa Abou Marzouk, le numéro deux du Hamas.

L'une des principales pierres d'achoppement est le choix du chef du gouvernement, M. Abbas souhaitant garder son Premier ministre Salam Fayyad, très apprécié par la communauté internationale mais rejeté par le Hamas.

M. Fayyad a assuré à plusieurs reprises être prêt à s'effacer au nom de "l'intérêt national".

Cette question sera tranchée ultérieurement lors de nouvelles réunions au Caire entre les deux mouvements, a affirmé M. Ahmad.

La rencontre doit également traiter l'épineuse question de la refonte et de l'unification des services de sécurité palestiniens et de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), dont le Hamas ne fait pas partie.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, dont le pays est résolument hostile à l'unité palestinienne avec le Hamas, qu'il considère comme une "organisation terroriste", a sommé à maintes reprises M. Abbas de "choisir entre la réconciliation avec le Hamas et la paix avec Israël".

La communauté internationale, elle, a posé plusieurs conditions --via le Quartette pour le Proche-Orient (Etats-Unis, Union européenne, ONU et Russie)-- au Hamas: reconnaissance d'Israël, respect des accords passés et abandon de toute violence.

Un représentant de l'UE à Jérusalem a fait part mercredi de son scepticisme sur l'issue du sommet du Caire, en disant "ne pas s'attendre à beaucoup de progrès maintenant" en raison des "positions très éloignées" des deux camps sur les principaux dossiers de la réconciliation.

Publié le 24.11.2011.

<http://www.leparisien.fr/flash-actualite-monde/le-president-abbas-et-le-chef-du-hamas-au-caire-pour-sceller-la-reconciliation-24-11-2011-1736440.php>

-----  
-----  
2 Gaza

IRIB : Ismaïl Haniyeh : il faut ignorer les exigences américaines.

Le Premier ministre Ismaïl Haniyeh à Gaza, énuméré ce vendredi trois facteurs de base nécessaires pour parvenir à appliquer un accord de partage du pouvoir avec ses rivaux du Fatah : envoyer promener les



États-Unis, s'en tenir strictement aux termes de l'accord du mois de mai dernier, et trouver une alternative au reversement des taxes par les Israéliens.

Ismail Haniyeh, Premier Ministre du gouvernement élu de Gaza s'exprimant lors du sermon du vendredi à la mosquée al-Omari à Gaza, Ismail Haniyeh a exhorté le chef du Fatah et ex-président Mahmoud Abbas, à défier les menaces américaines et israéliennes, et en toute circonstance à ne pas y répondre. Les Etats-Unis n'ont aucun plan qui puisse bénéficier au peuple palestinien, a-t-il dit. Gaza, par exemple, a réussi à survivre de manière indépendante malgré de nombreuses tentatives des puissances extérieures pour contrôler l'enclave, a-t-il encore dit. Le gouvernement et le peuple ont réussi à vivre dans la dignité grâce à l'aide des Arabes et des Musulmans.

<http://french.irib.ir/info/...>

---

---

### 3 Prison:

Gilad Chalit témoigne : "J'ai été l'hôte du Hamas et non son captif !".

Selon le quotidien israélien, « Yediot Aharonot », le soldat Gilad Chalit a confié à ses proches, qu'il était traité comme un hôte, par le Hamas, et non, comme un captif !

Soldat Sioniste Shalit Gilad a ajouté, qu'il comprend maintenant la langue arabe, mais qu'il était incapable de tenir une conversation dans cette langue. Par ailleurs, il a été autorisé à garder sa montre à la main, tout le long de sa captivité, et ses ravisseurs lui servaient une ration de poulet, tous les vendredis, ce qui lui a permis de connaître les jours de la semaine. Les parents et les amis de Chalit qui ont pu s'entretenir avec lui, au cours de « la Fête du Trône », ont fait savoir qu'il commence, progressivement, à faire la lumière, sur ses conditions de captivité, durant les cinq années et demi entre les mains du Hamas .

Le père de Chalit a fait savoir que celui-ci ne cesse de dormir, mais de façon, discontinue, depuis son retour au foyer, parce qu'il avait pris l'habitude, durant sa captivité, de dormir, de jour, et de se tenir éveillé, la nuit. Son père a précisé que Gilad écoutait la radio israélienne, à longueur du journée, et suivait, quelques fois, des chaînes de télévision, en langue arabe; de ce fait, il était au courant de tout les événements survenus en Israël et dans le monde.

Son père ajoutait que Chalit détenait un poste radio, et qu'il était en mesure de capter l'émission de l'armée israélienne et celle du Sud .Il a cité, à titre d'exemple, l'opération « Plomb durci » : il a révélé que Gilad avait connaissance de tout ce qui se produisait, soulignant qu'il était proche des événements et qu'il entendait le bruit des bombes. Et de conclure que son fils n'était pas » joyeux que les F15 et F16, israéliens planent au-dessus de votre tête et bombardent tout ce qui bouge ».

27 oct

[http://islametinfo.com/2011/10/27/shalit-temoigne-j%E2%80%99ai-ete-l%E2%80%99hote-du-hamas-et-non-son-captif/ >](http://islametinfo.com/2011/10/27/shalit-temoigne-j%E2%80%99ai-ete-l%E2%80%99hote-du-hamas-et-non-son-captif/)

---

---

## 2) Politique Israélienne

### 1 Alerte rouge en Israël

Plus de 20 projectiles ont été tirés samedi sur le sud d'Israël, où l'alerte rouge a été déclenchée, selon les autorités. Le Jihad islamique, qui a juré de venger ses militants, a revendiqué la plupart des tirs. Une personne, grièvement blessée à Ashkelon, est décédée dans la soirée. Quatre autres Israéliens ont été blessés, dont deux légèrement, a précisé la police. Nombre de personnes en état de choc ont dû être prises en charge. Des projectiles sont tombées à Ashdod, où un immeuble d'habitation a été touché, de même qu'à Gan Yavneh, à Ashkelon et près de la frontière de Gaza.

Dans un communiqué, le premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou a promis aux maires de la région que "la riposte israélienne sera plus dure encore si nécessaire". L'armée israélienne avait auparavant confirmé qu'un de ses appareils avait attaqué un "groupe de terroristes dans le sud de la bande de Gaza qui se préparait à tirer des roquettes à longue portée" vers l'Etat hébreu.

Il s'agit de la première confrontation meurtrière depuis que le soldat israélien Gilad Shalit, détenu à Gaza pendant plus de cinq ans, a recouvré la liberté le 18 octobre contre la libération de 477 prisonniers palestiniens. La dernière trêve avait été conclue sous les auspices du Hamas à la suite d'une vague de violences dans et autour de la bande de Gaza à la mi-août au cours de laquelle au moins 26 Palestiniens et un Israélien avaient été tués.

30 -10

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/10/30/97001-20111030FILWWW00010-gaza-le-bilan-du-raid-s-alourdit.php>

---

## 2 Netanyahu

Réconciliation palestinienne: la menace financière d'Israël.

nb : Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Le premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou, dont le gouvernement est résolument hostile à l'unité palestinienne avec le Hamas, qu'il assimile à une «organisation terroriste», a critiqué jeudi l'accord palestinien du Caire, appelant M. Abbas à «arrêter le processus de réconciliation avec le Hamas».

Israël menace de poursuivre le gel des fonds dus à l'Autorité palestinienne après l'annonce au Caire d'un «partenariat» entre le président Mahmoud Abbas et le chef du Hamas, Khaled Mechaal, tout en exprimant des doutes sur la concrétisation d'un tel accord.

«Si les Palestiniens avaient signé un accord sur un gouvernement d'union (entre les mouvements rivaux Fatah et Hamas), cela aurait rendu un transfert de fonds impossible», a déclaré vendredi à l'AFP un haut responsable gouvernemental israélien sous couvert de l'anonymat.

Ce constat s'est accompagné d'une mise en garde sans ambiguïté du ministre du Développement régional, Sylvan Shalom, suppléant du premier ministre Benyamin Nétanyahou, qui a estimé que le sommet palestinien du Caire «constitue un développement négatif et dangereux».

«Nous allons demander à la communauté internationale de ne pas parler à un gouvernement dont le Hamas serait une composante essentielle alors que cette organisation terroriste continue de prôner la destruction d'Israël», a affirmé M. Shalom dans une interview à la radio militaire.

Les médias israéliens, citant des sources gouvernementales, affirment qu'un cabinet restreint israélien, composé des principaux ministres et convoqué tard jeudi soir par le premier ministre, a opté pour l'heure contre un dégel des fonds qui sont indispensables au bon fonctionnement de l'Autorité palestinienne.

«Après cette annonce, il est hors de question que nous dégelions les fonds», a déclaré un haut responsable anonyme cité par le quotidien à grand tirage Yediot Aharonot.

Au cours d'un tête à tête jeudi au Caire, les deux principaux dirigeants palestiniens ont approuvé un document qui prévoit notamment de se «concentrer sur la résistance populaire pacifique».

«Il n'y a plus de différences entre nous. Nous sommes convenus de travailler comme des partenaires avec une responsabilité unique», a assuré M. Abbas au terme de près de deux heures de dialogue.

Toutefois, des sources gouvernementales israéliennes, citées par la radio publique, ont fait part de leur scepticisme alors qu'il y a déjà plus de six mois que le Hamas et le Fatah, qui contrôlent respectivement la bande de Gaza et les zones autonomes de Cisjordanie, se sont mis d'accord pour la formation d'un gouvernement d'indépendants chargé d'organiser des élections en mai 2012. Un accord qui n'est toujours pas appliqué.

La «rencontre Abbas-Mechaal a été une cérémonie vide de contenu» compte tenu des divergences de fonds entre les frères ennemis du mouvement national palestinien, a relevé un responsable gouvernemental anonyme dans le quotidien Maariv.

M. Nétanyahou, dont le gouvernement est résolument hostile à l'unité palestinienne avec le Hamas, qu'il assimile à une «organisation terroriste», a critiqué jeudi l'accord palestinien du Caire, appelant M. Abbas à «arrêter le processus de réconciliation avec le Hamas».

«Plus Abou Mazen (surnom de M. Abbas) s'approche du Hamas, plus il s'éloigne de la paix», a déclaré à l'AFP son porte-parole Mark Regev.

Après la récente admission de la Palestine à l'UNESCO, Israël avait annoncé le 1er novembre le gel des transferts de fonds dus aux Palestiniens.

Ces fonds correspondent au remboursement des droits de douane et de TVA prélevés sur les produits destinés aux Palestiniens qui transitent par les ports et aéroports israéliens.

Les accords de Paris de 1994 prévoient la rétrocession par Israël de ces taxes, qui représentent deux tiers des recettes budgétaires de l'Autorité et permettent de payer plus de 150 000 fonctionnaires palestiniens, dont la masse salariale représente environ 115 millions d'euros (208 millions de dollars).

Le Quartette pour le Proche-Orient (États-Unis, ONU, Union européenne et Russie) a pressé mercredi Israël de débloquer «sans délai» ces fonds.

[http://www.cyberpresse.ca/international/moyen-orient/201111/25/01-4471511-reconciliation-palestinienne-la-menace-financiere-disrael.php?utm\\_categorieinterne=traffidriviers&utm\\_contenuinterne=cyberpresse\\_B13b\\_moyen-orient\\_291\\_section\\_POS1](http://www.cyberpresse.ca/international/moyen-orient/201111/25/01-4471511-reconciliation-palestinienne-la-menace-financiere-disrael.php?utm_categorieinterne=traffidriviers&utm_contenuinterne=cyberpresse_B13b_moyen-orient_291_section_POS1)

---

Sur le terrain.

Hassan Moali : Israël défie le monde : Netanyahu lance un programme de 2000 logements. «Israël construira où bon lui semble à Jérusalem, sa capitale éternelle...», dixit Benyamin Netanyahu. Comme il fallait s'y attendre, l'enfant gâté du monde occidental et frère de sang des Etats-Unis, Israël, a décidé de punir de la manière la plus détestable les Palestiniens coupables d'avoir enfin désormais une voix au sein de l'Unesco. En décidant au pied levé de lancer un gigantesque programme de construction de 2000 logements au profit des colonies sauvages, le cabinet Netanyahu fait un bras d'honneur à ce qu'on appelle abusivement la communauté internationale. C'est en effet un véritable défi qu'a lancé hier le Premier ministre de l'entité sioniste devant la Knesset (Parlement) en déclarant, sentencieux, qu'Israël «construira où bon lui semble à Jérusalem, sa capitale éternelle, y compris dans la partie orientale annexée de la ville sainte où les Palestiniens veulent établir la capitale de leur futur Etat».

Et dans la bouche de Netanyahu, cette décision est scellée et non négociable, arguant du fait que «c'est notre droit et notre obligation». Netanyahu tentait de ne pas établir le parallèle avec le succès diplomatique de la Palestine à l'Unesco, en affirmant que l'accélération et la colonisation «n'est pas une punition, mais le droit fondamental de notre peuple de construire sa capitale éternelle».

Mais plus clairement, on est bien face à une punition en bonne et due forme. Cette escalade constitue, du coup, une insupportable provocation des Nations unies pour qui la poursuite des colonisations est déjà frappée d'illégalité. De fait, Israël a abattu successivement sa main lourde contre les Palestiniens et contre la légalité internationale.

A commencer par la coupure de l'internet – rétabli hier – dans toute la Cisjordanie. S'en est suivi un énième programme de colonisation, qui constitue pourtant la pierre d'achoppement de toute reprise des négociations.

Punition et défi

Mais face à cette déclaration de guerre contre le «machin» de l'ONU, les grandes puissances, si promptes à brandir la menace de représailles contre l'Iran, la Syrie, la Libye, se contentent de verser des larmes de crocodile sous forme de condamnations, somme toute sympathiques pour sauver la face. Ces sanctions ont été condamnées par la France (qui a voté en faveur de l'entrée de la Palestine à l'Unesco), l'Union européenne, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Mais ces condamnations de circonstance n'entament pas la volonté d'Israël, bien protégé sous le parapluie US, d'appliquer ses propres résolutions sur le terrain, au mépris de tous. La preuve ? «Jérusalem ne reviendra jamais à la situation dans laquelle elle était à la veille de la guerre des Six-Jours», a répété à qui voulait bien l'entendre Benjamin Netanyahu.

En clair, l'entité sioniste ne compte pas céder sur les terres annexées en 1967, allant à contre-courant de la communauté internationale, y compris des Etats-Unis. Un processus de paix, pour quoi faire ?

Une annexion qui n'a jamais été pourtant reconnue par la communauté internationale et considère Jérusalem-Est comme un territoire occupé. Se pose alors la question de savoir à quoi servirait la reprise du processus de paix, qui passionne tant les Américains, sachant que Tel-Aviv ne veut rien négocier qui la repousserait au-delà des frontières de 1967 ? Les dirigeants palestiniens ont eu raison de considérer, hier, le nouveau plan de colonisation israélien comme «un acte destructeur pour le processus de paix». «Par ces décisions, Israël a dévoilé clairement ses intentions d'intensifier ses activités illégales dans les territoires palestiniens occupés et de détruire les négociations de paix, suspendues depuis fin octobre 2010», ont dénoncé des responsables palestiniens, commentait à juste titre le porte-parole de l'Autorité palestinienne, Nabil Abou Rodeïna.

Yasser Abd Rabbo a qualifié quant à lui ces décisions de «chose extrêmement dangereuse car Israël vise, par ses actions, à affaiblir le rôle de l'Autorité palestinienne». Pour lui, Israël veut aussi «amplifier sa campagne de colonisation avant la tenue, fin novembre, de la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU destinée à l'examen de la candidature de la Palestine en tant qu'Etat membre à part entière des

Nations unies». Il n'est pas sûr cependant que ces cris de détresse des responsables palestiniens soient captés par les puissants de ce monde, occupés à chercher d'autres pays arabes à «printaniser» et préoccupés par le souci de trouver des marchés pour renflouer leurs banques en faillite.

Hassan Moali

03.11.11 | 01h00

[http://www.elwatan.com/international/israel-defie-le-monde-03-11-2011-146077\\_112.php](http://www.elwatan.com/international/israel-defie-le-monde-03-11-2011-146077_112.php)

---

---

c) Usa (le parrain)

1 Les grandes manœuvres

Les Etats Unis menacent Abbas

Parallèlement aux efforts Fatah-Hamas pour parvenir à un accord, les Etats Unis viennent d'envoyer une lettre à Abbas où ils menacent l'Autorité Autonome de boycotte financier. Washington met en garde le Fatah contre tout accord de réconciliation avec le Hamas. le numéro deux du département d'état est arrivé vendredi dans les territoires occupés pour s'entretenir avec Abbas et Netanyahu. ce dernier avait déjà menacé de bloquer les ressources financières de l'Autorité palestinienne si celle-ci parvenait à conclure un accord avec la Résistance.

<http://french.irib.ir/info/...>

---

Échange Sarkozy-Obama: les États-Unis veulent rassurer Israël.

«Je ne peux plus le voir, c'est un menteur», avait lancé jeudi lors d'une rencontre au sommet du G20 à Cannes Nicolas Sarkozy à Barack Obama, en parlant de Benjamin Nétanyahou. «Tu en as marre de lui, mais moi, je dois traiter avec lui tous les jours !», avait rétorqué son homologue américain.

[http://www.cyberpresse.ca/international/etats-unis/201111/09/01-4466262-echange-sarkozy-obama-les-etats-unis-veulent-rassurer-israel.php?utm\\_categorieinterne=traffidriviers&utm\\_contenuinterne=cyberpresse\\_B13b\\_etats-unis\\_286\\_section\\_POS1](http://www.cyberpresse.ca/international/etats-unis/201111/09/01-4466262-echange-sarkozy-obama-les-etats-unis-veulent-rassurer-israel.php?utm_categorieinterne=traffidriviers&utm_contenuinterne=cyberpresse_B13b_etats-unis_286_section_POS1)

La Maison-Blanche a tenté d'éviter mercredi tout incident diplomatique avec Israël après la révélation d'un échange privé entre le président français Nicolas Sarkozy et Barack Obama au cours duquel le président américain apparaissait critique envers Benjamin Nétanyahou.

Barack Obama «travaille dans une grande proximité avec le Premier ministre (israélien) Nétanyahou. Ils se parlent très régulièrement», a déclaré à des journalistes Ben Rhodes, le conseiller adjoint de sécurité nationale américain.

«Je pense que le président Obama a passé plus de temps en tête à tête avec lui qu'avec aucun autre dirigeant. C'est lié au fait que les États-Unis et Israël ont des rapports très proches sur les questions de sécurité et sur les valeurs», a-t-il ajouté.

M. Rhodes a également souligné que Barack Obama avait passé beaucoup de temps lors du sommet du G20 à promouvoir la position américaine qui s'oppose aux tentatives des Palestiniens d'obtenir la reconnaissance d'un État auprès de plusieurs organisations internationales.

La Maison-Blanche avait éludé mardi les questions sur la conversation entre Nicolas Sarkozy et Barack Obama, refusant de faire un commentaire sur la question.

La révélation des propos de M. Obama a nourri des critiques aux États-Unis, de la part notamment du favori des sondages pour l'investiture républicaine à la présidentielle Mitt Romney.

«A l'heure où l'État juif est isolé et menacé, il ne faut pas un président américain qui traite avec dédain les liens privilégiés qui nous unissent à Israël», a déclaré M. Romney.

«Je ne peux plus le voir, c'est un menteur», avait lancé jeudi lors d'une rencontre bilatérale au sommet du G20 à Cannes le président français à Barack Obama, en parlant de M. Nétanyahou. «Tu en as marre de lui, mais moi, je dois traiter avec lui tous les jours!», avait rétorqué son homologue américain.

L'échange Sarkozy-Obama, révélé par le site français Arrêts sur image et confirmé à l'AFP par plusieurs journalistes, est parvenu aux oreilles de journalistes de façon fortuite.

[http://www.cyberpresse.ca/international/etats-unis/201111/09/01-4466262-echange-sarkozy-obama-les-etats-unis-veulent-rassurer-israel.php?utm\\_categorieinterne=traffickers&utm\\_contenuinterne=cyberpresse\\_B13b\\_etats-unis\\_286\\_section\\_POS1](http://www.cyberpresse.ca/international/etats-unis/201111/09/01-4466262-echange-sarkozy-obama-les-etats-unis-veulent-rassurer-israel.php?utm_categorieinterne=traffickers&utm_contenuinterne=cyberpresse_B13b_etats-unis_286_section_POS1)

-----  
2 Politique colonialiste israélienne.(vue des USA)

Des élus américains libèrent des aides aux Palestiniens.

Des élus de la Chambre des représentants américaine ont renoncé à bloquer des aides aux Palestiniens, suspendues en raison de leur opposition à la demande d'adhésion palestinienne à l'ONU, mais des fonds restent gelés, a-t-on appris lundi au Congrès.

Le paiement d'environ 200 millions de dollars d'aide a été suspendu par le Congrès le 18 août dernier, selon le bureau de la présidente républicaine de la commission des Affaires étrangères Ileana Ros-Lehtinen.

L'influente élue a ensuite levé ses objections à une première tranche d'aide de 50 millions de dollars dans une lettre du 2 septembre à l'agence fédérale américaine d'aide au développement (USAID).

La deuxième tranche de près de 148 millions de dollars, destinée aux forces de police palestiniennes, a été débloquée fin octobre après réception par la commission de diverses assurances sur l'utilisation des fonds et la conformité de l'aide avec la sécurité nationale américaine.

Mais la commission des Affaires étrangères retient encore une aide économique de 192 millions de dollars pour des projets liés aux ONG aux infrastructures à Gaza et Cisjordanie, a indiqué sans autres précisions à l'AFP le porte-parole de Mme Ros-Lehtinen Brad Goehner lundi en fin d'après-midi.

Mme Ros-Lehtinen et nombre d'élus, républicains comme démocrates, ainsi que la Maison Blanche restent vivement opposés à l'adhésion de la Palestine à l'ONU.

Interrogé par l'AFP, un haut responsable israélien a estimé sous couvert d'anonymat que «le blocage des fonds était un signal adressé par le Congrès aux Palestiniens. Ils devraient reconsidérer leur politique et privilégier la négociation plutôt que la confrontation».

La secrétaire d'État américaine Hillary Clinton a demandé au Congrès le 27 octobre d'épargner l'aide à l'autorité palestinienne, prévenant que le Hamas pourrait se substituer à Washington.

Les États-Unis assurent que l'adhésion palestinienne à l'ONU, réclamée par le président Mahmoud Abbas, n'aurait pas de signification sans accord avec Israël. De son côté, le Quartette qui réunit les États-Unis, la Russie, l'ONU et l'UE, a appelé à un accord d'ici à la fin de 2012.

Plusieurs élus américains avaient évoqué la possibilité de revoir l'aide américaine aux Palestiniens et même la participation financière de Washington aux Nations unies, après le dépôt d'une demande d'adhésion à l'ONU d'un Etat palestinien en septembre.

Par ailleurs, après un vote le 31 octobre à l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), admettant la Palestine comme membre à part entière de l'organisation, Washington a annoncé la suspension immédiate de ses versements.

«Nous devons effectuer un versement de 60 millions de dollars à l'UNESCO en novembre et nous ne le ferons pas», avait déclaré la porte-parole du département d'État Victoria Nuland à la presse.

Les États-Unis, grand allié d'Israël, ont interdit dans les années 1990 tout financement d'une agence de l'ONU qui admettrait la Palestine en tant que membre à part entière.

[http://www.cyberpresse.ca/international/moyen-orient/201111/07/01-4465485-des-elus-americaains-liberent-des-aides-aux-palestiniens.php?utm\\_categorieinterne=traffidriviers&utm\\_contenuinterne=cyberpresse\\_B13b\\_moyen-orient\\_291\\_section\\_POS1](http://www.cyberpresse.ca/international/moyen-orient/201111/07/01-4465485-des-elus-americaains-liberent-des-aides-aux-palestiniens.php?utm_categorieinterne=traffidriviers&utm_contenuinterne=cyberpresse_B13b_moyen-orient_291_section_POS1)

-----

Les Etats-Unis suspendent leurs versements à l'Unesco après l'adhésion de la Palestine. Ils devaient verser 60 millions de dollars à l'Unesco en novembre et ils «ne le feront pas». Les Etats-Unis ont annoncé lundi qu'ils suspendaient leurs versements à l'Unesco après l'adhésion de la Palestine à cette agence de l'ONU.

"Nous devons effectuer un versement de 60 millions de dollars à l'Unesco en novembre et nous ne le ferons pas", a déclaré la porte-parole du département d'Etat Victoria Nuland à la presse.

L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture a décidé lundi à Paris de l'admission de la Palestine comme membre à part entière par 107 voix pour, 52 abstentions et 14 voix contre.

La Maison Blanche avait estimé plus tôt lundi que ce vote était "prématuré" et "contreproductif" dans la perspective d'une reprise espérée des négociations de paix au Proche-Orient.

Après l'avoir boycottée pendant 20 ans (1984-2003) pour protester contre sa mauvaise gestion et son idéologie tiers-mondiste, les Etats-Unis participaient jusqu'à maintenant activement aux programmes de l'agence, y voyant un moyen de diffuser certaines valeurs occidentales sans se mettre en première ligne.

(Source AFP)

### 3 Politique Internationale

#### Organisations Mondiales & régionales

##### 1 Otan

##### Manœuvres militaires USA/Europe/Israël

-Les avions de chasse OTAN stationnés à Decimomannu (Cagliari, Sardaigne) avaient à peine fini de bombarder la Libye que s'est immédiatement déroulée dans la base aérienne la manœuvre Vega 2011. Hôte d'honneur l'aviation israélienne, qui, avec celles italienne, allemande et hollandaise, s'est exercée à des « attaques à longue portée ». La manœuvre fait partie de la coopération militaire Italie-Israël, établie par la Loi du 17 mai 2005. Elle entre aussi en même temps dans le « Programme de coopération individuelle » avec Israël, ratifié par l'OTAN le 2 décembre 2008, trois semaines environ avant l'attaque contre Gaza. Elle comprend non seulement des manœuvres militaires conjointes, mais l'intégration des forces armées israéliennes dans le système électronique OTAN et la coopération dans le secteur des armements. C'est ainsi que la seule puissance nucléaire de la région, Israël, se trouve de fait intégrée dans l'OTAN même si elle refuse de signer le Traité de non-prolifération.

04/11/2011

<http://french.irib.ir/info/moyen-orient/item/151252-manoeuvres-militaires-usa/europe/israel>

---

---

##### 2 Onu

Sleiman plaidera à la tribune de l'ONU la cause de l'État palestinien.

Dans les coulisses de la diplomatie Le Liban s'apprête à jouer un rôle de premier plan à l'ONU dans le courant du mois de septembre prochain, le représentant permanent du Liban à New York, l'ambassadeur Nawaf Salam, devant présider pour la seconde fois les réunions du Conseil de sécurité. Cette session revêt dans le contexte présent une importance particulière, voire historique, du fait que le président de l'Autorité

palestinienne, Mahmoud Abbas, demandera officiellement à l'instance onusienne de reconnaître l'État palestinien et de l'admettre comme membre permanent à part entière des Nations unies ou, à défaut, d'accorder à la Palestine un statut d'observateur. On sait que l'administration américaine est opposée à la reconnaissance par l'ONU de l'État palestinien et affiche sa détermination à imposer son veto au Conseil de sécurité afin d'empêcher une telle reconnaissance, de même qu'elle menace de suspendre son aide financière à l'Autorité palestinienne au cas où Mahmoud Abbas persisterait à aller jusqu'au bout dans sa démarche auprès de l'ONU.



C'est donc dans une telle conjoncture particulièrement délicate que l'ambassadeur Nawaf Salam sera appelé à diriger les travaux de la session onusienne de septembre. Et c'est dans ce contexte que le président Michel Sleiman définira la position du Liban au sujet des principaux dossiers du Proche-Orient, notamment pour ce qui a trait au problème palestinien et au printemps arabe.

Des sources diplomatiques responsables au palais Bustros indiquent sur ce plan que dans le discours qu'il prononcera à la tribune de l'ONU au nom du Liban, le président Sleiman plaidera la cause de l'État palestinien. Il mettra ainsi l'accent sur le droit des Palestiniens à édifier leur propre État indépendant et à bénéficier d'un statut de membre permanent aux Nations unies. La teneur du discours du président Sleiman sur ce plan sera fonction, en tout état de cause, de la nature de la démarche qu'effectuera le président de l'Autorité palestinienne auprès des instances onusiennes (demande de reconnaissance de l'État indépendant ou statut d'observateur).

Le président Sleiman, indiquent en outre les milieux diplomatiques responsables au palais Bustros, ne manquera pas d'évoquer aussi les développements en rapport avec les soulèvements populaires dont sont le théâtre plusieurs pays arabes. Il réitérera à cette occasion la position de principe du pouvoir libanais à ce propos, soulignant que le Liban ne désire pas « s'ingérer dans les affaires intérieures » des pays arabes en proie aux troubles.

Parallèlement, le chef de l'État dénoncera, comme il se doit, le maintien de l'occupation israélienne des fermes de Chebaa, des collines de Kfarchouba et de la partie nord de la localité de Ghajar, à cheval entre le Liban et Israël. Il insistera à cet égard sur les violations répétées par Israël de la résolution 1701 de l'ONU, appelant les pays membres du Conseil de sécurité, notamment les cinq membres permanents, à faire pression sur l'État hébreu afin qu'il se retire du territoire libanais encore sous occupation.

Ces différents dossiers seront également soulevés, à l'évidence, par le président Sleiman lors des entretiens qu'il aura à New York en marge des travaux de l'ONU, notamment avec le secrétaire général Ban Ki-moon.

IRIB

L'Orient-Le Jour - Lundi 29 août 2011

[http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/719865/Sleiman\\_plaidera\\_a\\_la\\_tribune\\_de\\_l%27ONU\\_la\\_cause\\_de\\_l%27Etat\\_palestinien\\_.html](http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/719865/Sleiman_plaidera_a_la_tribune_de_l%27ONU_la_cause_de_l%27Etat_palestinien_.html)

---

Khazaï : "9 résolutions votées contre Israël, son isolement est total"

Le représentant permanent de la RII, auprès de l'ONU, a souligné, vendredi, l'isolement croissant du régime sioniste. "Avec neuf résolutions, votées, en un jour, contre sa politique, Israël se trouve dans un isolement total, sur la scène internationale", a affirmé Mohammad Khazaï. "Il s'agit d'un bon indice, le régime sioniste est mis au pied du mur et on ne peut que s'en féliciter", a fait remarquer Khazaï, en allusion aux raids meurtriers de l'aviation menés, ces dernières 48 heures, contre Gaza et sa population.

"Il est regrettable de voir certains pays occidentaux passer, avec une si grande indifférence, à côté des crimes et des exactions commis par Israël contre les Gazaouis", a-t-il souligné. Pour Khazaï, l'attitude emprunte d'ambiguïté des Etats-Unis et de leur pairs occidentaux, face à la Palestine, devra faire réfléchir les intellectuels, ceux la même qui voient dans l'Amérique le grand berceau de la démocratie et des droits de l'Homme. L'Assemblée générale de l'ONU a voté pas moins de 9 résolutions, au cours de sa réunion de vendredi, condamnant toutes les politiques d'Israël.

IRIB

10/12/2011

L'Orient-Le Jour

---

---

3 Conseil de sécurité

Colonisation: les Palestiniens saisissent le Conseil de sécurité.

L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a annoncé mercredi sa décision de saisir le Conseil de sécurité de l'Onu afin de mettre fin à la colonisation israélienne en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, rapporte l'agence palestinienne Wafa. "La politique d'Israël confirme l'impossibilité d'entamer des négociations efficaces et sérieuses avant l'arrêt total de la colonisation à Jérusalem-Est et dans l'ensemble de la Cisjordanie", stipule une déclaration de l'OLP diffusée par l'agence Wafa.

En novembre dernier, les autorités israéliennes ont annoncé le lancement du chantier de 800 nouveaux logements à Jérusalem-Est.

Les Palestiniens plaident pour le retrait des troupes israéliennes des territoires palestiniens occupés suite à la guerre de 1967, où ils envisagent de créer leur Etat avec Jérusalem-Est pour capitale. Israël est hostile à ces initiatives.

RIA Novosti –

11/12/2011

<http://fr.rian.ru/world/20111208/192340615.html>

---

---

4 Unesco

Layoun plaide pour l'adhésion de l'État palestinien à l'Unesco

Dans le discours qu'il a prononcé hier à la conférence générale de l'Unesco à Paris, le ministre de la Culture, Gaby Layoun, a jugé « urgent de réaliser davantage de

solidarité au sein de l'organisation internationale en acceptant l'adhésion de la Palestine en tant qu'État à part entière ». « La culture de la paix authentique et durable ne peut être que fondée sur le droit », a-t-il ajouté, en se référant au statut de l'organisation.

M. Layoun a mis l'accent aussi sur l'attachement du Liban aux objectifs de l'Unesco ainsi que sur les efforts qu'il déploie pour les concrétiser. Selon lui, le Liban qui est un des fondateurs de l'ONU « ne peut qu'être un des premiers à utiliser tout son potentiel pour obtenir la réalisation de ces objectifs ».

Il a dans le même temps souligné les défis auxquels le monde est confronté, en mettant en relief plus particulièrement la crise financière. Selon lui, « si celle-ci n'est pas endiguée rapidement, elle risque de court-circuiter les efforts pour le développement déployés par l'ONU ».

[http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/729415/Layoun\\_plaide\\_pour\\_l'adhesion\\_de\\_l'Etat\\_palestinien\\_a\\_l'Unesco.html](http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/729415/Layoun_plaide_pour_l'adhesion_de_l'Etat_palestinien_a_l'Unesco.html)

---

Maha Salem : Après des tractations acharnées, les Palestiniens ont obtenu le statut de membre à part entière de l'Unesco.

Une décision attendue par le monde arabe, mais il reste un long chemin pour faire reconnaître leur Etat. Une première reconnaissance

Malgré les pressions américaines et israéliennes, les Palestiniens ont enregistré lundi dernier à Paris une victoire diplomatique aussi symbolique que significative sur la voie de la reconnaissance de leur Etat. Ils ont obtenu le statut de membre à part entière de l'Unesco, l'une des principales agences de l'Onu. « La Conférence générale (qui réunit l'ensemble des Etats membres, ndlr) décide de l'admission de la Palestine comme membre de l'Unesco », dit la résolution de l'Organisation des Nations-Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco). Cette décision a été adoptée par 107 voix pour, 52 abstentions et 14 voix contre, parmi les pays présents lundi au siège de l'Unesco à Paris. « L'entrée de la Palestine porte le nombre d'Etats membres de l'Unesco à 195 », a déclaré l'organisation dans un communiqué. La quasi-totalité des pays arabes, africains et latino-américains se sont prononcés pour l'adhésion des Palestiniens. D'abord, l'UE s'est divisée : 11 Etats ont voté pour, 11 se sont abstenus, dont le Royaume-Uni et l'Italie, et 5, dont l'Allemagne, ont voté contre.

Beaucoup d'Occidentaux estimaient que la candidature à l'Unesco ne pouvait pas précéder l'aboutissement de la démarche entreprise par les Palestiniens auprès de l'Onu à New York. Un avis partagé par la France qui avait pourtant émis de sérieuses réserves ces derniers jours sur la démarche palestinienne. Mais la France a changé son avis et décidé de soutenir enfin la question palestinienne. Justifiant ce changement et son vote positif, la France a affirmé : « Aujourd'hui, la question qui était posée était de savoir si la communauté internationale répondait oui ou non à la demande d'adhésion de la Palestine à l'Unesco », a expliqué le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Bernard Valero. « A partir du moment où elle l'est, il nous faut prendre nos responsabilités et répondre sur le fond. Et sur le fond, la France dit oui », a-t-il affirmé.

Une fois cette décision a été annoncée, les Palestiniens l'ont applaudie. « C'est vraiment un moment historique qui rend à la Palestine certains de ses droits. La Palestine est le berceau des religions et des civilisations », s'est félicité devant les Etats membres le ministre des

Affaires étrangères de l'Autorité palestinienne, Riyad Al-Malki. « Ce vote permettra d'effacer une infime partie de l'injustice faite au peuple palestinien », a déclaré Riyad Al-Malki. Ce dernier a assuré que la demande palestinienne était déconnectée de ses démarches à l'Onu à New York et précisé que les Palestiniens avaient besoin de l'aide de l'Unesco pour protéger leur patrimoine historique et culturel. A cet égard, dans la foulée de leur adhésion à l'Unesco, les Palestiniens vont signer la Convention sur le patrimoine mondial et ainsi pouvoir déposer

des demandes de reconnaissance pour des sites dans les territoires occupés par Israël. Les Palestiniens veulent que l'église de la Nativité à Bethléem soit le premier site inscrit au nom de la Palestine au Patrimoine mondial, dès 2012.

En revanche, cette décision était insatisfaisante non seulement de la part des Israéliens mais aussi les Américains. Israël a dénoncé « une manœuvre palestinienne unilatérale qui ne changera rien sur le terrain mais éloignera davantage la possibilité d'un accord de paix ». En plus,

les autorités israéliennes ont affirmé que les pays qui, comme la France, ont soutenu la demande d'adhésion de la Palestine à l'Unesco verront leur influence sur Israël s'affaiblir. Pour sa part, le vice-ministre israélien des Affaires étrangères, Danny Ayalon, a affirmé qu'Israël veut peser ses réactions à ce vote aux niveaux diplomatique et politique en tenant compte de ses intérêts. Selon lui, « l'Unesco est devenue une organisation politique en intégrant en son sein un Etat qui n'existe pas, à la suite du vote

d'une majorité automatique de ses membres. Cette démarche des Palestiniens prouve qu'ils ne veulent ni la paix ni des négociations, mais entendent perpétuer le conflit ».

Quant aux Etats-Unis, ils ont annoncé qu'ils suspendaient leurs versements à l'Unesco. « Nous pensons que c'est contre-productif. C'est une mesure prématurée », a répété lundi devant la Conférence générale de l'Unesco la sous-secrétaire américaine à l'Education, Martha Kanter.

Cependant, l'admission palestinienne embarrasse particulièrement les Américains et les place dans une position délicate vis-à-vis de l'Unesco. La pleine adhésion des Palestiniens, qui bénéficiaient jusqu'à présent du statut d'observateur, devrait provoquer l'arrêt immédiat de leur contribution financière à l'organisation, soit 70 millions de dollars et 22 % de son budget. « Nous devons effectuer un versement de 60 millions de dollars à l'Unesco en novembre et nous ne le ferons pas », a déjà annoncé la porte-parole du département d'Etat, Victoria Nuland. A cet égard, les conséquences financières seront considérables pour l'Unesco. Mais ce n'est pas la première fois que les Américains s'absentent de l'organisation onusienne. Après l'avoir boycottée pendant 20 ans (1984-2003) pour protester contre sa mauvaise gestion et son idéologie tiers-mondiste, les Etats-Unis participent désormais activement aux programmes de l'agence, y voyant un moyen de diffuser certaines valeurs occidentales sans se mettre en première ligne. Les diplomates de l'Unesco insistent notamment sur l'importance à leurs yeux des programmes en faveur des femmes et des filles dans certains pays.

Les Américains sont tenus par deux lois du début des années 1990 qui interdisent le financement d'une agence spécialisée des Nations-Unies qui accepterait les Palestiniens en tant qu'Etat membre à part entière, en l'absence d'accord de paix avec Israël. « La décision d'aujourd'hui va compliquer notre capacité à soutenir les programmes de l'Unesco », a confirmé l'ambassadeur américain auprès de l'Unesco, David Killion. Avis partagé non seulement par les autorités américaines, mais aussi par Israël, qui devrait suivre les Américains et retirer lui aussi sa dotation. Selon l'ambassadeur israélien, Nimrod Barkan, le budget de l'Unesco serait ainsi amputé d'un quart de son montant.

En première réaction à ces déclarations, la directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova, admettait que l'organisation devrait probablement réduire la voilure. « Il faudra couper des programmes, réajuster l'équilibre de notre budget. Mais ce n'est pas seulement un problème financier, c'est un problème qui concerne l'universalité de notre organisation. Nous allons devoir travailler à des solutions pratiques pour préserver les ressources financières de l'Unesco » .

Maha Salem

<http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2011/11/2/marab2.htm>

---

Benjamin Netanyahu annonce le gel des contributions israéliennes à l'UNESCO.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a annoncé jeudi qu'Israël allait suspendre ses contributions à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) suite au vote de lundi qui a reconnu la qualité de membre à la délégation palestinienne.

"De telles mesures ne font pas avancer la paix, mais la font plutôt s'éloigner", a déclaré M. Netanyahu dans un communiqué envoyé à Xinhua, faisant référence à l'adhésion de l'Autorité nationale palestinienne à l'UNESCO.

"Le seul moyen d'atteindre la paix est de mener des négociations directes sans condition préalable", a souligné M. Netanyahu.

Le Premier ministre a demandé aux autorités gouvernementales concernées de redistribuer les 2 millions de dollars annuels qu'Israël alloue à l'organisation basée à Paris "à d'autres initiatives qui coopèrent pour atteindre les mêmes objectifs dans la zone".

Les Etats-Unis ont également gelé les financements à l'UNESCO après le vote, à savoir de 60 à 80 millions de dollars par an, soit environ 22 % du budget de l'organisation.

---

---

## 5 Nations Unies

L'Assemblée générale des Nations Unies adopte six résolutions sur la Palestine et le Moyen-Orient. New York : L'Assemblée générale de l'ONU a de nouveau appelé Israël à se retirer totalement du Golan syrien occupé jusqu'à la ligne du 4 juin 1967 en application des résolutions du Conseil de sécurité pertinentes, affirmant que la décision prise par Israël le 14 décembre 1981 d'annexer le Golan syrien est nulle et non avenue. C'était lors de l'adoption, hier soir, par l'Assemblée générale de l'ONU d'une résolution intitulée "Le Golan syrien". 120 Etats ont voté pour, 53 se sont abstenus et 7 autres contre. Ainsi, le nombre des Etats ayant voté pour cette résolution a augmenté par rapport à l'année dernière. L'Assemblée générale a insisté sur le principe de base de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force, conformément au droit international, à la Charte des Nations Unies et à la Convention de Genève pour la protection des personnes civiles en temps de guerre. L'Assemblée a condamné la non application par Israël de la résolution du Conseil de sécurité n° 497 de 1981. L'Assemblée générale a appelé Israël à revenir sur sa décision publiée le 14 décembre 1981 sur l'annexe du Golan et jugé que l'occupation continue du Golan syrien et son annexion de facto font obstacle devant la réalisation de la paix juste et globale dans la région. Plusieurs délégations ont également appelé Israël à annuler sa décision, lors du débat au sein de l'Assemblée générale de la question intitulée "La situation au Moyen-Orient". De son côté, le représentant permanent de la Syrie auprès de l'ONU, Bachar al-Jaafari, a prononcé une déclaration après l'adoption de la résolution remerciant les pays qui ont voté en sa faveur. Dr. Jaafari et exprimé sa profonde gratitude pour l'adoption par l'Assemblée générale, une fois de plus et sans interruption depuis 1981, de la résolution intitulée "Le Golan syrien" par un vote majoritaire. "La communauté internationale en continuant à soutenir notre droit à la restauration de notre territoire occupé par Israël depuis le 5 Juin de 1967 reflète l'attachement des États membres aux buts de la Charte des Nations Unies et leur rejet de l'occupation étrangère", a dit M. Jaafari. "Le vote en faveur de ces décisions à la majorité écrasante constitue un message international clair adressé à Israël lui affirmant que l'occupation, le meurtre, les politiques d'expansion, d'agression et de discrimination raciale, la construction de colonies et l'annexion de territoires par la force sont des pratiques inacceptables qui violent toutes les normes et conventions internationales, en particulier la Charte des Nations Unies et la IV Convention de Genève de 1949", a ajouté M. Jaafari. Il a réaffirmé l'appel de la Syrie à parvenir à une paix juste et globale fondée sur les résolutions de la légalité internationale, en particulier les résolutions n° 242 et 338 et 497, le principe de la terre en échange de la paix et l'initiative arabe de paix. Il a également insisté sur la détermination de la Syrie à libérer le Golan dans son intégralité jusqu'à la ligne de Juin 1967 avec tous les moyens garantis par le droit international. Il a d'autre part regretté que certains pays qui parlent des droits de l'Homme et qui imposent même des sanctions à la Syrie sous prétexte de protéger les civils s'abstiennent de voter sur les décisions relatives aux citoyens syriens qui vivent sous l'occupation.

01/12/2011

<http://www.sana.sy/fra/62/2011/12/01/385392.htm>

---

L'Assemblée générale des Nations Unies adopte six résolutions sur la Palestine et le Moyen-Orient  
L'Assemblée générale a adopté, après une mise aux voix, deux résolutions relatives au Golan syrien et à Jérusalem, présentées par l'Égypte.

L'Assemblée exige qu'Israël se retire de tout le Golan syrien occupé jusqu'à la ligne du 4 juin 1967. Elle demande aussi à Israël de reprendre les pourparlers sur la voie de négociations avec la Syrie et le Liban. Une deuxième résolution sur « Jérusalem » a été adoptée, L'Assemblée y rappelle qu'elle a établi que toute mesure prise par Israël en vue d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration à la Ville sainte de Jérusalem était illégale. Elle appelle Israël à mettre immédiatement un terme à toutes ces mesures illégales et unilatérales. Présentées par l'Égypte, ces résolutions ont été commentées par l'Argentine, l'Iran, la Syrie et l'observateur de la Palestine.

L'Assemblée a aussi adopté ses résolutions annuelles relatives au Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, à la Division des droits des Palestiniens du Secrétariat et au Programme d'information spécial sur la question de Palestine du Département de l'information du Secrétariat, présentées par le Sénégal.

S'agissant de la résolution intitulée « Règlement pacifique de la question de Palestine », l'Assemblée générale a exhorté Israël et la Palestine à prendre immédiatement des mesures concrètes pour donner suite à l'Entente conjointe israélo-palestinienne. Elle encourage également l'organisation d'une conférence internationale à Moscou en vue de promouvoir et d'accélérer la reprise du processus de paix. En tant que médiateur international et membre du Quatuor, le représentant de la Fédération de Russie a réitéré la position de principe de son pays qui se base sur la reconnaissance d'un État de Palestine. Il a estimé que la démarche palestinienne en vue d'obtenir l'adhésion en tant que Membre à part entière à l'ONU ne signifiait pas l'abandon des négociations avec Israël.

La demande d'adhésion de la Palestine comme Membre à part entière de l'ONU a également été commentée à maintes reprises, plusieurs délégations, dont celle de la Tunisie ayant estimé que la reconnaissance d'un État palestinien pourrait créer un cadre propice aux négociations.

Le représentant de la Chine s'est félicité des accords de réconciliation entre factions palestiniennes. « Le processus de changement que connaît la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord témoigne du fait que les aspirations du peuple palestinien ne peuvent être ignorées plus longtemps », a prévenu le représentant de la Turquie...

(Extraits du compte-rendu de la séance plénière du 30 novembre 2011 de l'Assemblée générale de l'ONU)

Source : Département de l'information de l'Organisation des Nations Unies

[http://www.crif.org/?page=articles\\_display/detail&aid=27252&returnto=accueil/main&artyd=5](http://www.crif.org/?page=articles_display/detail&aid=27252&returnto=accueil/main&artyd=5)

---

---

Monde

1 Allemagne

L'Allemagne vendra le sous-marin à Israël.

La vente par l'Allemagne d'un sous-marin « Dophin » à Israël avait failli être annulée par Berlin ... au motif que le gouvernement israélien avait décidé de la construction de 1.100 unités de logements à Gilo (Jérusalem) !!

Après d'intenses contacts diplomatiques, un haut responsable allemand a annoncé « que la vente avait été définitivement approuvée par le gouvernement allemand ».

Le sous-marin « Dolphin » est capable de contenir et lancer des missiles à têtes nucléaires. Il y a un mois, la chancelière Angela Merkel avait décidé « de revoir sa décision » car elle se disait « déçue de l'attitude du Premier ministre israélien qui lui avait donné l'impression qu'il ne construirait plus en-deçà de la 'ligne verte' » !!

Le prix d'un sous-marin « Dolphin » est de 145 millions d'euros et c'est le 6e qui est vendu à Israël par l'Allemagne depuis 20 ans.

Article:

<http://www.israel7.com/2011/11/1/allemande-vendra-le-sous-marin-a-israel/>

---

France

"Un menteur": quand Sarkozy en privé critique Netanyahu ... !!

Nicolas Sarkozy a traité le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, de "menteur" lors d'une conversation privée, le 3 novembre au G20 à Cannes, avec le président américain Barack Obama, qui a répondu devoir "traiter avec lui tous les jours", affirme le site Arrêt sur images.

"Je ne peux plus le voir, c'est un menteur", a lancé le président français. "Tu en as marre de lui, mais moi, je dois traiter avec lui tous les jours !", a rétorqué Barack Obama, selon le site, qui rapporte leurs propos sans préciser s'il existe un enregistrement sonore de ces déclarations.

L'échange Sarkozy-Obama, qui s'est tenu à huis clos, aurait dû rester off mais est parvenu aux oreilles de journalistes de façon fortuite, selon Arrêt sur images.

L'organisation ayant remis aux médias avec un peu d'avance les boîtiers permettant la traduction de la conférence de presse Obama-Sarkozy, certains journalistes y ont branché rapidement des casques ou oreillettes de téléphone portable, réussissant à capter quelques échos de la conversation privée, selon le site.

Interrogés par l'AFP, plusieurs journalistes ont confirmé ces propos.

Arrêt sur images affirme encore, sans citer de déclarations précises, que Barack Obama aurait reproché à Nicolas Sarkozy lors de cet entretien de ne pas l'avoir prévenu qu'il allait voter en faveur de l'adhésion de la Palestine à l'Unesco, alors que les Etats-Unis y étaient fermement opposés.

8 nov 2011

(AFP)

---

Russie

Moscou dénonce la montée des tensions aux frontières de Gaza.

La Russie appelle à éviter l'escalade des tensions aux frontières de la bande de Gaza, car cela pourrait entraver les efforts de la communauté internationale visant à relancer les négociations palestino-israéliennes, selon un communiqué du ministère russe des Affaires étrangères publié vendredi

."Nous appelons toutes les parties intéressées à faire preuve de responsabilité et de retenue, au lieu d'intensifier une confrontation militaire susceptible d'occasionner des victimes civiles et des destructions", lit-on dans le communiqué.

Cinq roquettes ont été tirées jeudi depuis la bande de Gaza contre le sud d'Israël, sans faire de victimes. En réponse, l'armée israélienne a frappé des cibles sur le territoire de la bande, tuant un Palestinien et en blessant 13 autres, dont des femmes et des enfants.

"Cette montée des tensions risque d'exercer un effet négatif sur les efforts déployés par la communauté internationale en vue de relancer les négociations palestino-israéliennes", souligne le document de la diplomatie russe.

Moscou est particulièrement préoccupé par le fait que ce regain de violences réciproques a eu lieu à quelques jours d'une réunion du Quartette de médiateurs internationaux pour le Proche-Orient à Jérusalem.

Le dialogue palestino-israélien a été suspendu par les Palestiniens en septembre 2010, après la

reprise de la construction de logements juifs en Cisjordanie ainsi qu'à Jérusalem-Est, que les Palestiniens considèrent comme faisant partie de leur territoire.

9 décembre –

RIA Novosti

<http://fr.rian.ru/world/20111209/192365651.html>

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19